

# La RTBF et La Libre en conflit avec leur institut de sondage

**Le sondage politique** réalisé par Dedicated pour le compte du MR début juillet a dynamité leur longue relation. L'affaire est aux mains des avocats.

Le torchon brûle entre *La Libre* et la RTBF d'une part et l'institut de sondage Dedicated d'autre part. Celui-ci réalise pour eux le traditionnel baromètre politique trimestriel. Les premiers auraient assigné le second en justice. Le différend est aux mains des avocats. Chacun estime que l'autre n'a pas respecté les termes de son contrat. « Tous les éléments sont là pour m'amener à croire que je vais perdre ce baromètre, explique Marc Dumoulin, fondateur et directeur de Dedicated. Un institut concurrent. iVar, a déjà fait des tests à blanc cet été pour me remplacer. » Cela fait quinze ans que ces trois-là travaillaient ensemble.

Ce conflit est une conséquence de la publication par *L'Echo* et les journaux du groupe Sudpresse début juillet d'un sondage commandé à Dedicated par le MR. Le coup de sonde avait été réalisé une semaine après que le président du CDH, Benoît Lutgen, avait débranché la prise des gouvernements régionaux. Ce sondage explosif a fait couler beaucoup d'encre. À cause des résultats – il indiquait que le PTB était devenu le premier parti de Wallonie avec 24,9 % des intentions de vote –, mais aussi et surtout à cause de son commanditaire : le MR. D'habitude, ce type de sondage a un caractère neutre. Il est

commandé par des journaux, pas par un parti. Sauf qu'en juin, la RTBF et *La Libre* ont fait savoir à Dedicated qu'ils ne voulaient pas de baromètre politique ce trimestre. Raison invoquée ? Des problèmes budgétaires. Selon

*L'Echo*, on parle aussi en interne « d'un climat particulier du moment qui aurait pu biaiser les résultats ». On est en plein scandale Samusocial...

Cette absence de baromètre politique à un moment aussi chaud politiquement est immédiatement jugée suspecte au MR.

Certains en déduisent que la RTBF cherche à protéger le PS. Ce sentiment est d'autant plus renforcé qu'il y avait déjà eu un couac fin mars, en plein scandale... Publifin. À l'époque, suite à la progression très forte du PTB dans les intentions de vote, Jean-Pierre Jacquemin, directeur de l'information à la RTBF, avait exigé que Dedicated refasse un nouveau sondage pour valider les résultats. Une démarche inhabituelle qui avait éveillé la suspicion. Pour pallier l'absence de ce baromètre, le MR décide donc de commander lui-même son propre sondage au même institut et de donner les résultats à *L'Echo* et aux journaux de Sudpresse.

## Préjudice économique

La RTBF et *La Libre* voient rouge. Selon Marc Dumoulin, ils reprochent à Dedicated d'avoir réalisé un sondage pour un parti en utilisant le même canevas que celui du baromètre politique et en reprenant des chiffres des deux précédents baromètres pour donner une base de comparaison aux résultats. Ces deux médias ont refusé de faire tout commentaire sur la nature du différend. La RTBF a juste indiqué que « le litige portait sur des manquements graves à la conduite des affaires et emporte un préjudice économique et de réputation ».

Le patron de Dedicated estime quant à lui que *La Libre* et la RTBF n'ont pas respecté les termes de leur contrat en faisant refaire le sondage de mars et en annulant celui de juin. « Un sondage trimestriel, c'est publié tous les trimestres ! »

Pour Marc Dumoulin, la RTBF et *La Libre* lui font un mauvais procès. « Cette histoire de chiffres que j'ai repris des baromètres est un prétexte pour me virer. En réalité, ils pensent que j'ai manigancé tout ça avec le MR en vue de les contourner. C'est ridicule. J'ai toujours été d'une grande loyauté. Quand *La Libre* et la RTBF ont décidé d'annuler le sondage de

juin, j'ai reçu une vingtaine de coups de fil de cabinets politiques qui me demandaient pourquoi on faisait ça, si c'était pour épargner le PS. J'ai toujours répondu que c'était pour des raisons budgétaires comme ils me l'avaient dit. Trois semaines après cette an-

nullation, le MR s'est adressé à moi pour réaliser un sondage. J'ai accepté. Il faut bien vivre. C'était à l'origine un sondage à usage interne. Il y avait toutes sortes de questions que je ne vous dévoilerai pas. Il y avait aussi un volet "intentions de vote". Le MR a finalement décidé de publier cette partie du sondage, ce qui est son droit le plus strict. Il est propriétaire des chiffres, il en fait ce qu'il veut. Je n'ai rien à voir avec cette décision. Il a sans doute bien joué le coup tactiquement en disant : "voilà ce qu'on a essayé de vous cacher" mais, pour ma part, je n'ai commis aucune faute déontologique. »

Marc Dumoulin défend son droit à travailler pour un parti politique. « Les baromètres politiques sont peu rémunérateurs. Ils offrent de la visibilité mais on ne peut pas en vivre. Je ne vois pas pourquoi je ne pourrais pas valoriser les compétences acquises dans le domaine politique auprès des partis. » ■

JEAN-FRANÇOIS MUNSTER